

HOUDREMONT (M. Jean), Député de la Seine (6^e circonscription) (C).

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). = Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) ; membre suppléant de cette même Commission [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission de l'intérieur [3 décembre 1957] (p. 5113).

Dépôt :

Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à exonérer les bénéficiaires d'une pension ou d'une allocation vieillesse et les titulaires de la carte sociale des économiquement faibles de l'impôt sur les vélocipèdes et de la taxe perçue lors de la délivrance des récipissés de déclaration de mise en circulation de vélocipèdes et de bicyclettes à moteur auxiliaire, n° 4956.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la participation de la France à la société financière internationale : *placement des capitaux privés dans les branches liées à l'exportation des matières premières ; nécessité d'un apport massif de capitaux publics ; choix à effectuer entre la participation à la société financière et la participation au fonds spécial de développement des Nations-Unies ; capitaux privés et expansion des marchés américains* [29 mai 1956] (p. 2060) ; — d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie : *hostilité des Algériens à la loi-cadre, conséquences de la guerre d'Algérie pour la vie politique et économique française, caractère colonialiste de la loi-cadre et de ses décrets d'application, supériorité écrasante donnée au Ministre résidant et à l'administration, mépris du courant général portant les peuples à l'indépendance, nécessité d'un changement de politique et de constitution* [27 mars 1958] (p. 2060, 2061).

HOUPHOUET-BOIGNY (M. Félix), Député de la Côte d'Ivoire (U. D. S. R.).

*Ministre délégué à la Présidence
du Conseil*

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Ministre d'Etat

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 13 juin 1957 au 6 novembre 1957.

*Ministre de la Santé publique
et de la Population*

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Ministre d'Etat

(Cabinet Pierre PFLIMLIN)

du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Ministre d'Etat

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 166). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161). (1).

Dépôts :

Le 1^{er} août 1956, un projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes, n° 2762. — Le 14 janvier 1958, un projet de loi tendant à modifier les articles L 449, L 454 et L 455 du Code de la santé publique, n° 6304. — Le 17 janvier 1958, un projet de loi modifiant et complétant le Code de la santé publique et relatif aux radiations ionisantes, n° 6350. — Le 18 mars 1958, un projet de loi tendant à compléter l'article L 667 du Code de la santé publique sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, n° 6916. — Le 1^{er} juin 1958, un projet de loi relatif aux pleins pouvoirs, n° 7232. — Le 1^{er} juin 1958, un projet de loi constitutionnelle

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).